

A young woman with her hair in small buns is smiling and looking down at her hands in a field of tall green grass. She is wearing a brown top and a patterned skirt. The text is overlaid on a white rectangular box in the center of the image.

MISE À JOUR DE LA STRATÉGIE POUR 2018–2020



INTRODUCTION

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) rend des services inestimables à la communauté du développement rural et agricole en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique depuis plus de 30 ans. Fondé en 1983 dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE, le CTA œuvre à façonner la prochaine génération d'agriculteurs et contribue à la transformation de l'agriculture dans les pays ACP en donnant accès à la technologie, en stimulant l'innovation et en partageant les connaissances nécessaires.

En 2016, le CTA a lancé un nouveau plan stratégique pour la période 2016-2020 afin de relever les défis de taille rencontrés par les petits producteurs des pays ACP. Le but de ce plan était de contribuer au développement de chaînes de valeur et de marchés inclusifs, rentables et durables, qui tiennent compte de la nutrition et du climat et profitent aux petits producteurs, y compris les femmes et les jeunes. Cette stratégie a guidé efficacement l'organisation vers un programme axé sur la réalisation d'une série d'objectifs ambitieux. Cette mise à jour de la stratégie, qui s'appuie sur le plan pour la période 2016-2020, fait suite à de longues discussions avec les partenaires, le personnel et le Conseil d'administration et tient compte des nouveaux défis et opportunités sur lesquels le CTA doit se concentrer pour rester sur la bonne voie et atteindre ses objectifs.



UN ENVIRONNEMENT EN PLEINE ÉVOLUTION

Si les défis et opportunités mentionnés dans la stratégie du CTA 2016-2020 sont toujours d'actualité, d'autres sont apparus dans l'environnement dans lequel le CTA intervient, et le Centre doit en tenir compte.

Défis

La population mondiale devrait compter près de **9,6 milliards d'habitants à l'horizon 2050**. Avec l'urbanisation accrue et la modification des habitudes alimentaires, cette prévision implique que la production alimentaire devra augmenter de **59 à 98%** d'ici **2050**.¹

Or il y a peu de possibilités d'accroître le nombre de terres cultivées ou consacrées à l'élevage sans nuire à l'environnement. L'augmentation de la production devra donc provenir d'une amélioration des rendements. Cela nécessitera une « intensification durable » – produire plus sur une même parcelle – par une agriculture intelligente, des technologies d'irrigation avancées et des systèmes de production respectueux de l'environnement et intelligents face au climat.²

Cependant, le changement climatique a d'ores et déjà un impact sur la production alimentaire. Les canicules, les sécheresses, la multiplication et la diversification des ravageurs et des maladies affectant les cultures et le bétail, la salinisation et l'érosion des sols, l'acidification des océans, les inondations, les tempêtes violentes et d'autres catastrophes naturelles devraient faire baisser sensiblement la productivité de bon nombre de cultures, d'élevages et de pêcheries. De plus, l'agriculture représente elle-même une importante source d'émissions de gaz à effet de serre.

Les effets sur l'alimentation et la nutrition sont complexes. Le nombre de personnes souffrant de la faim a recommencé à augmenter, après plus d'une décennie de recul. La FAO estimait que **815 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2016, contre 777 millions en 2015** – une évolution principalement due aux effets des conflits et des changements climatiques.³ La malnutrition, qui inclut les problèmes de surpoids, d'obésité et de carences en micronutriments comme l'anémie, progresse également. Alors que – **155 millions d'enfants de moins de cinq ans** – soit près d'un enfant sur quatre – souffrent d'un retard de croissance, **41 millions d'enfants de moins de cinq ans sont quant à eux en surcharge pondérale**. Plus de **2 milliards** de personnes sont aujourd'hui en surpoids ou obèses.

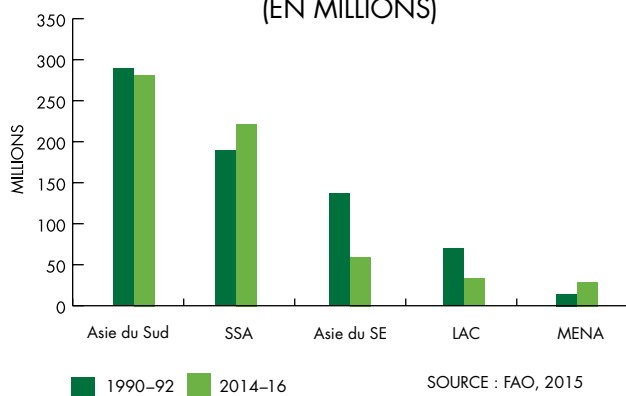
¹ Valin, H., Sands R.D., van der Mensbrugghe, D., Nelson, G.C., Ahammad, H., Blanc, E., Bodirsky, B., Fujimori, S., Hasegawa, T., Havlik, P., Heyhoe, E., Kyle, P., Mason-D'Croz, D., Paltsev, S., Rolinski, S., Tabeau, A., van Meijl, H., von Lampe, M. et Willenbockel, D. 2013. 'The future of food demand: understanding differences in global economic models'. *Agricultural Economics* 45 (1): 51–67.

² Elferink M. and Schierhorn F. 2016. 'Global demand for food is rising. Can we meet it?' *Harvard Business Review*. Disponible sur : <https://tinyurl.com/y7zdkx9w> [Consulté le 23 juillet 2018].

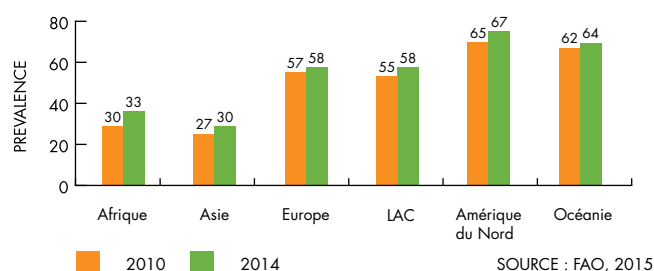
³ FAO, IFAD, UNICEF, WFP et WHO. 2017. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security*. Rome, FAO. Disponible sur : <https://tinyurl.com/y8tvmumd>.

LES FARDEAUX MULTIPLES DE LA MALNUTRITION SONT DEVENUS LA NOUVELLE NORME

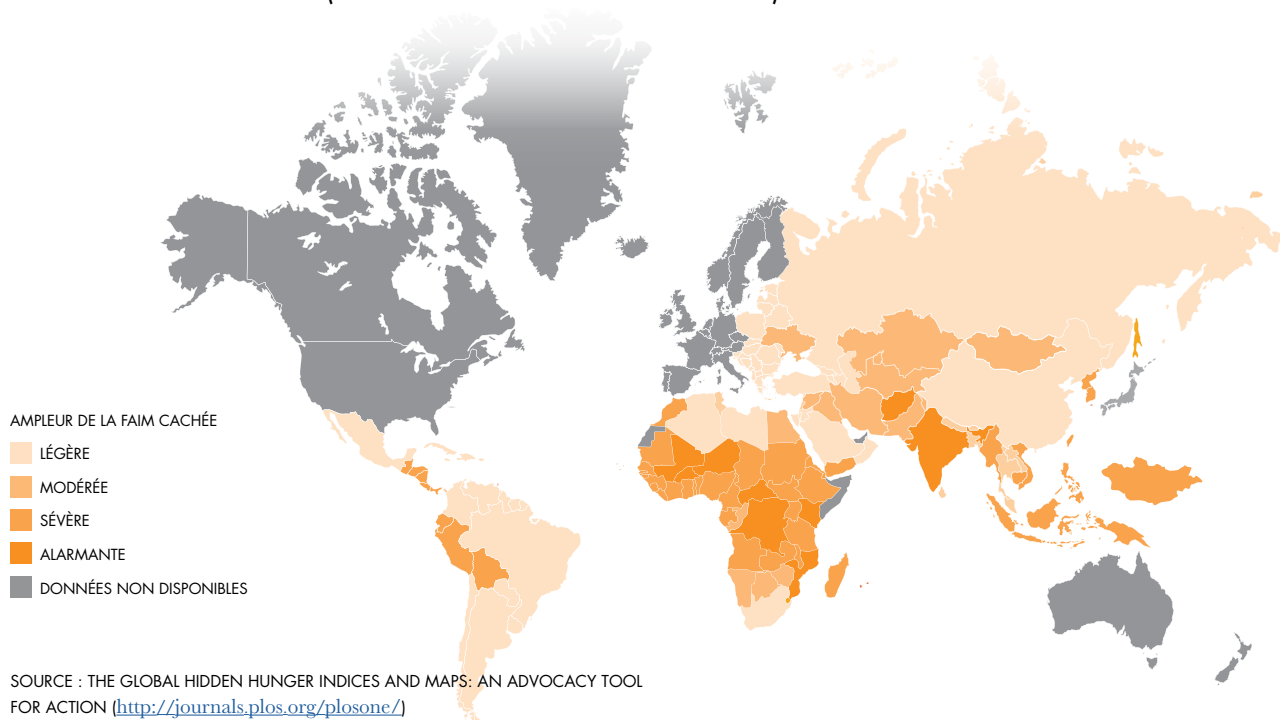
NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES
(EN MILLIONS)



SURCHARGE PONDÉRALE ET OBÉSITÉ CHEZ
LES ADULTES EN 2010 ET 2014 (EN %)



INDICE DE FAIM CACHÉE (CARENCES EN MICRONUTRIMENTS)

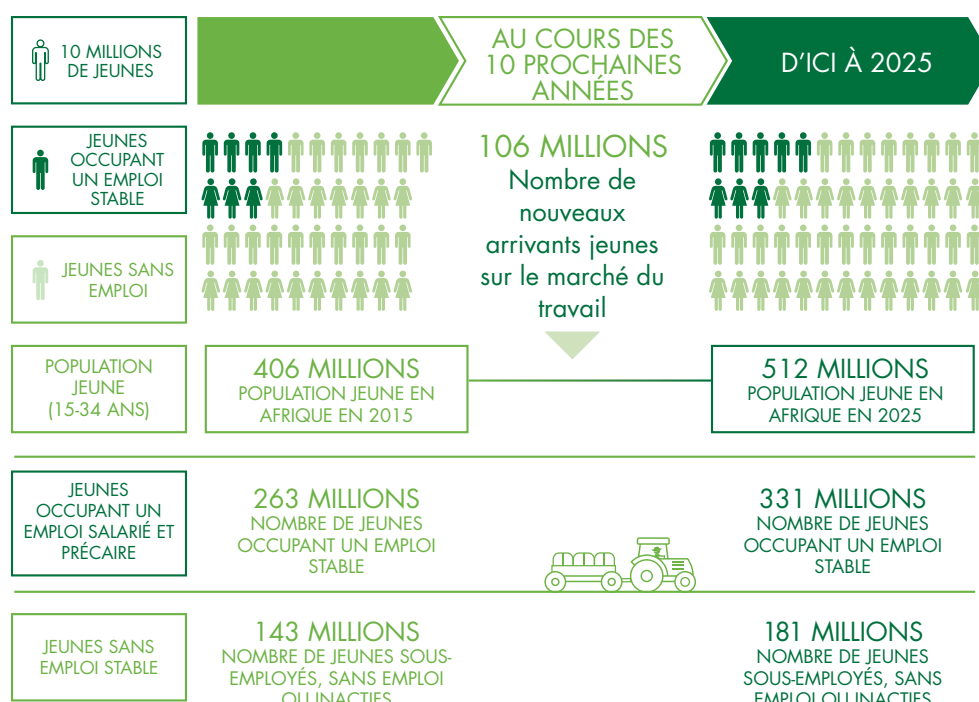


Le fardeau de l'obésité est particulièrement lourd dans le Pacifique, où cette tendance s'est aggravée au cours des dernières années. La faim, l'obésité et les carences en micronutriments, qui représentent le « triple fardeau de la malnutrition », coexistent de plus en plus, parfois au sein d'un même ménage.

« L'explosion démographique des jeunes » en Afrique revêt une importance particulière pour le développement agricole. 60 % de la population d'Afrique a moins de 24 ans. Si la tendance actuelle se maintient, l'Afrique comptera 512 millions de jeunes d'ici à 2025 et on estime que 181 millions d'entre eux seront sous-employés ou sans emploi d'ici à 2050. Aujourd'hui et dans les années à venir, le défi est d'identifier des possibilités d'emploi décent pour les jeunes, en particulier dans le secteur de l'agriculture. Il s'agit d'un élément crucial pour contribuer à endiguer les migrations, qui sont souvent causées par un taux de chômage élevé, un risque accru de pauvreté des travailleurs et un manque de perspectives d'emploi de qualité. La crise des migrants et des réfugiés submerge aujourd'hui le système international et mobilise d'importantes ressources initialement prévues pour les efforts de développement dans l'agriculture et le développement rural.

Ces crises et ces tendances constituent un défi sans précédent pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'ensemble de la région ACP.

LE CHÔMAGE DES JEUNES POURRAIT AVOIR DES CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES : L'EXEMPLE DU DÉFI EN AFRIQUE



⁴ United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. 2017. *World Population Prospects: The 2017 Revision*, données obtenues sur le site web. Disponible sur : <https://tinyurl.com/y9xu3nec>.

⁵ ILO. 2016. *World Employment and Social Outlook 2016: Transforming jobs to end poverty*. International Labour Organization, Genève, Suisse. Disponible sur : <https://tinyurl.com/ybg2fsjw> [Consulté le 24 juillet 2018.]

Opportunités

De nombreuses opportunités sont devenues de plus en plus exaltantes depuis que le CTA a rédigé sa dernière stratégie. Une des principales opportunités est la force de transformation de la numérisation – l'utilisation des données et technologies numériques pour transformer l'agriculture. Cette opportunité s'appuie sur un développement spectaculaire de la connectivité dans l'ensemble de la région ACP : en 2016, on dénombrait 787 millions d'abonnements à la téléphonie mobile dans les pays ACP, soit un taux de pénétration dans la population de 72 % (données de la Banque mondiale, 2016).

Cette évolution a permis à la communication de devenir mobile et sociale et de s'effectuer en temps réel, ce qui a inspiré d'incroyables innovations et des nouveaux outils et services originaux. La disponibilité des services bancaires mobiles, par exemple, a considérablement progressé, améliorant ainsi la capacité des agriculteurs à effectuer des paiements, à faire des économies et à emprunter de l'argent, et leur permettant d'acheter des intrants, d'avoir accès à des formations, de contracter assurances récoltes et d'obtenir des informations sur les marchés.

Les données par satellite, les stations météorologiques, la technologie mobile et les innovations qui en résultent aident l'agriculture intelligente à s'implanter. Les agriculteurs utilisent des capteurs pour obtenir des informations précieuses sur la teneur en nutriments et le taux d'humidité des sols, par exemple. Ils peuvent recevoir des images fournies par des satellites ou des véhicules aériens sans pilote (UAV ou drones) sur leur téléphone portable et obtenir ainsi les informations nécessaires pour prendre des décisions quant à l'utilisation d'engrais, la lutte contre les nuisibles, l'irrigation et le calendrier de récolte. La disparition des barrières à l'accès aux technologies pour une agriculture intelligente (grâce, notamment, la baisse du coût de la connectivité, la multiplication des logiciels en open source et l'avènement du cloud computing) recèle un immense potentiel pour tous les agriculteurs des pays ACP, quelle que soit la taille de leur exploitation.

Une autre opportunité majeure est le potentiel toujours plus important de l'agrobusiness dans les pays ACP. Les nouvelles technologies numériques auxquelles s'ajoutent l'augmentation des populations urbaines – en particulier la classe moyenne –, la hausse des revenus et le développement de l'urbanisation donnent un nouvel élan aux investissements du secteur privé dans l'agriculture, à l'instar d'initiatives comme la Déclaration de Malabo de 2014 de l'Union africaine, qui invite à se concentrer et à agir davantage sur le développement agricole en Afrique et qui réitère l'engagement d'allouer 10 % des budgets nationaux à l'agriculture. La demande mondiale de denrées alimentaires fiables et abordables continuera à augmenter, ce qui créera des débouchés commerciaux dans la région ACP. Et les grandes entreprises agroalimentaires ne sont pas les seules à tirer parti de ces opportunités : beaucoup d'agriculteurs-entrepreneurs et d'organisations paysannes dépassent le cadre de la production et s'impliquent dans les segments de la distribution et de la transformation des chaînes de valeur alimentaires, en particulier ceux liés à l'augmentation de la demande urbaine.



Le renforcement du rôle du secteur privé dans l'agriculture est également facilité par une série de nouveaux mécanismes d'appui qui rendent accessibles la mixité des financements publics et privés. En outre, les partenariats public-privé deviennent un modèle de financement et de mise en œuvre important. L'agriculture durable est par exemple l'un des domaines prioritaires du plan européen d'investissement extérieur lancé par l'UE en 2017 pour stimuler les investissements du secteur privé en Afrique et dans les pays avoisinants.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AURA DES EFFETS DRAMATIQUES SUR LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

INDIVIDUS

NOURRITURE

PLANÈTE

LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

D'ici **2030**, le taux de croissance de 9 des 10 principales cultures stagnera ou sera en baisse, et leur prix moyen augmentera ainsi de façon spectaculaire, en partie à cause du changement climatique.



MAÏS

12 %

BAISSE DU
TAUX DE
CROISSANCE

AUGMENTATION
DU PRIX
DE **90 %**



RIZ

23 %

BAISSE DU
TAUX DE
CROISSANCE

AUGMENTATION
DU PRIX
DE **89 %**



BLÉ

13 %

BAISSE DU
TAUX DE
CROISSANCE

AUGMENTATION
DU PRIX
DE **75 %**

AUTRES
CULTURES

8 %

BAISSE DU
TAUX DE
CROISSANCE

AUGMENTATION
DU PRIX
DE **83 %**

SOURCE : CCAFS



Par ailleurs, les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, adoptés en septembre 2015 par la communauté internationale, donnent la priorité à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'agriculture durable (ODD n° 2). L'agriculture joue également un rôle central pour réaliser de nombreux autres objectifs, tels que la lutte contre la pauvreté (ODD n° 1), l'emploi (ODD n° 5), l'égalité hommes-femmes (ODD n° 8) et la lutte contre les changements climatiques (ODD n° 13).

L'Accord de Paris sur le climat, également adopté fin 2015 et entré en vigueur en novembre 2016, a établi une feuille de route similaire pour lutter contre les changements climatiques. L'agriculture joue un rôle essentiel dans ces plans d'action, que ce soit pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre ou pour s'adapter à leurs effets : 94 % des 192 pays qui se sont engagés au niveau national (CDN) intègrent l'agriculture dans leurs contributions en faveur de l'atténuation et/ou de l'adaptation.

Enfin, le nouveau Consensus européen pour le développement, adopté en 2017, présente une vision et un cadre communs pour l'UE et ses États membres en matière de coopération au développement. L'objectif premier de ce nouveau Consensus est d'éradiquer la pauvreté, mais il intègre également les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Deux des priorités de ce Consensus revêtent une importance particulière pour le CTA : l'accent mis sur le développement des chaînes de valeur et des marchés agricoles et la promotion de la création d'emplois par l'agro-industrie, d'une part ; et la prise en considération des besoins spécifiques des jeunes via l'augmentation des possibilités d'emploi de qualité et d'entrepreneuriat, l'exploitation des capacités d'innovation numérique et la création d'opportunités permettant aux jeunes de tirer parti des progrès technologiques, d'autre part.

Mission et vision du CTA

MISSION : Faire avancer la sécurité alimentaire, la résilience et la croissance économique inclusive en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique par le biais d'innovations dans l'agriculture durable.

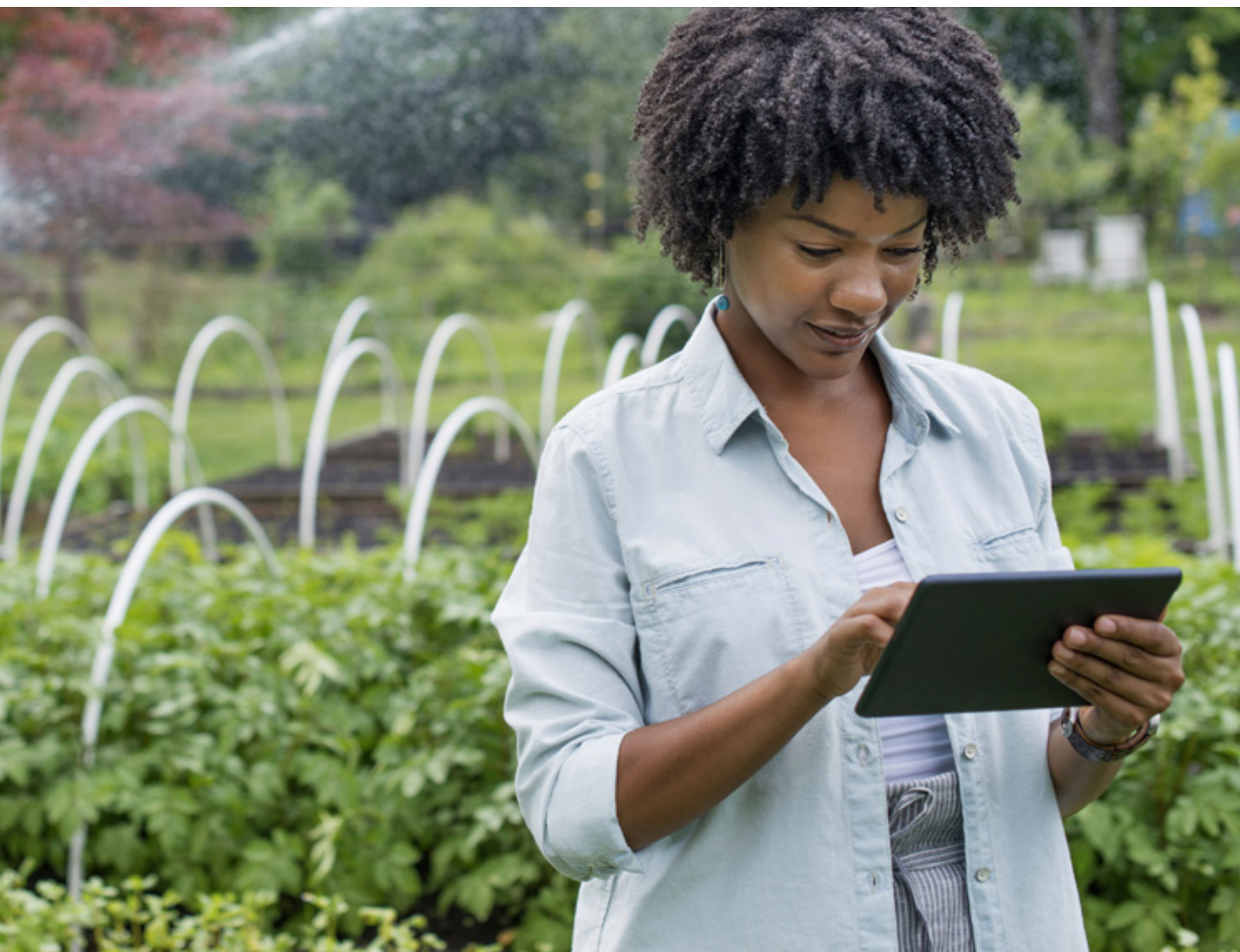
VISION : Faire de l'agriculture à petite échelle une activité dynamique, moderne et durable qui crée de la valeur pour les producteurs, les entrepreneurs, les jeunes et les femmes, et qui produit une nourriture abordable, nutritive et saine pour tous.



LES DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES DU CTA

Pour relever les nouveaux défis de l'environnement et tirer parti de certaines des nouvelles opportunités présentées, le CTA a identifié trois domaines d'intervention (DI) prioritaires sur lesquels il concentrera ses efforts entre 2018 et 2020 : l'emploi et l'entrepreneuriat chez les jeunes ; la numérisation ; et la résistance au changement climatique. L'autonomisation des femmes est un thème transversal dans ces trois DI. Le Centre mène déjà des actions dans ces domaines, mais prévoit d'y investir davantage à l'avenir. Ces domaines s'appuient sur le plan stratégique pour la période 2016-2020 et contribuent aux objectifs stratégiques, aux priorités et aux thèmes transversaux.

Ces DI contribueront à la réalisation de nombreux ODD, en particulier de l'ODD n° 2 (faim « zéro »), mais aussi des ODD n° 1 (lutte contre la pauvreté), 5 (égalité hommes-femmes), 8 (travail décent et croissance économique) et 13 (lutte contre les changements climatiques). Ils aideront le CTA à atteindre les objectifs d'impact définis dans son cadre logique, à savoir : accroître la production, les revenus et les pratiques agricoles durables pour 1 million de petits producteurs ; créer 5 000 nouveaux emplois ; aider 200 000 petits producteurs à s'adapter aux changements climatiques ; et garantir un régime alimentaire plus nutritif pour 200 000 habitants de la région ACP.



DOMAINE D'INTERVENTION N° 1

PROMOUVOIR **L'EMPLOI ET L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES JEUNES** PAR L'ACCÈS AUX TIC ET DES SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISE

L'emploi des jeunes est un problème urgent dans l'ensemble de la région ACP. L'ONU prévoit que l'âge médian en Afrique sera seulement de 24 ans d'ici à 2050, contre 41 ans dans les Caraïbes et environ 35 ans dans les États insulaires du Pacifique de la région ACP. Aujourd'hui, la plupart des jeunes des pays ACP occupent des emplois à faibles revenus et peu productifs, la majorité se concentrant dans le secteur agricole. Il existe un énorme potentiel pour ce secteur si cette importante population jeune était engagée de façon productive. À l'inverse, l'incapacité à exploiter efficacement ce dividende démographique pourrait apporter d'importantes menaces sous la forme d'une instabilité politique, de migrations non désirées et d'autres problèmes.

⁶ United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. 2017. *World Population Ageing 2017 – Highlights* (ST/ESA/SER.A/397). Disponible sur : <https://tinyurl.com/ycxtfbk4>
[Consulté le 24 juillet 2018.]

Depuis plusieurs années, le CTA joue un rôle de premier plan dans les efforts déployés pour autonomiser les jeunes, à travers ses actions axées sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'entrepreneuriat des jeunes. Dans le cadre de nombreuses initiatives, comme les possibilités de formation au web 2.0 et aux réseaux sociaux, ainsi que les événements Plug & Play, AgriHack et Pitch AgriHack, le CTA a identifié des jeunes entrepreneurs prometteurs et les a aidés à développer leur entreprise en promouvant leurs activités et en mettant ces entrepreneurs en relation avec des services financiers et de coaching.

Les jeunes entrepreneurs et les organismes qui soutiennent les petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des jeunes sont confrontés à de nombreuses difficultés : capacités limitées ; accès restreint aux services de développement d'entreprise (SDE) ; liens insuffisants avec les marchés ; et accès limité à des formations, des programmes de mentorat, des outils et des méthodologies efficaces. Le CTA interviendra dans ce DI pour renforcer la capacité des entrepreneurs et des fournisseurs de SDE à remédier à leurs problèmes via l'accès au financement et aux marchés, en mettant en valeur les bonnes pratiques et des modèles d'entreprises innovants, et en créant des possibilités d'emplois dans des agro-entreprises déjà établies. En outre, le Centre appuiera la formation des formateurs des SDE en offrant une assistance technique et en élaborant de nouveaux outils et méthodologies. Le CTA œuvrera à augmenter le nombre de possibilités d'emploi, les revenus et les possibilités de formation pour les jeunes ainsi que le nombre d'entreprises dirigées par des jeunes et les produits d'information développés avec l'aide du programme.

Dans le cadre de ce DI, le CTA tire parti de son expérience avec les jeunes et les TIC, ainsi que de son vaste réseau de partenaires (Banque africaine de développement, Réseau africain des incubateurs d'entreprises agroalimentaires, AfriLabs et Fonds international de développement agricole, par exemple). Le Centre intervient aussi directement par l'intermédiaire de fournisseurs de SDE et d'incubateurs établis, d'organisations agricoles, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'associations professionnelles, d'agro-entreprises et de sociétés de TIC.

DOMAINE D'INTERVENTION N° 2

AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ ET LA RENTABILITÉ POUR LES PETITS AGRICULTEURS GRÂCE À LA **NUMÉRISATION** ET À DES **PRATIQUES COMMERCIALES INNOVANTES**

La numérisation de l'agriculture est susceptible de transformer l'agriculture à petite échelle dans les pays ACP en améliorant sensiblement la productivité et la rentabilité et en encourageant les jeunes à s'engager dans le secteur de l'agriculture à travers le domaine des TIC. Le CTA est un leader mondial en matière de promotion des technologies numériques



comme moteur d'une agriculture durable et est aussi en première ligne pour défendre l'entrepreneuriat numérique et l'alphabétisation numérique. Le Centre a plus particulièrement axé ses efforts sur le rôle des femmes et la mise à l'essai de nouveaux modèles de financement et de renforcement des capacités des organisations paysannes.

En tant que chef de file du mouvement en faveur d'une agriculture intelligente pour les petits producteurs, le CTA promeut l'adoption des nouvelles TIC, comme les UAV. Cela implique de tester la technologie, d'identifier les marchés potentiels et d'analyser leurs caractéristiques, ainsi que d'appuyer le développement d'entreprises et les réformes de la politique.

LES BIG DATA REPRÉSENTENT UNE TOUTE NOUVELLE OPPORTUNITÉ POUR LES PAYS ACP

INFORMATIONS INTERNES

STATISTIQUES ET PROJETS DE BIG DATA DANS L'ENSEMBLE DU CONTINENT

Environ **2,5 trillions** d'octets de données sont créés chaque jour dans le monde. Et les organisations qui exploitent activement les big data ont un taux de croissance des revenus 50 % plus élevé que celles qui ne le font pas.



L'application agricole kényane **FarmDrive** utilise les big data. Elle permet aux petits agriculteurs de garder une trace de leurs dépenses et de leurs recettes et utilise ensuite ces informations pour déterminer si les utilisateurs sont éligibles pour un prêt.



La compagnie d'assurances Santam utilise l'analyse prédictive pour faciliter la détection des fraudes et peut maintenant traiter les demandes d'indemnisation en une heure, soit **70** fois plus vite qu'avant.



L'application rwandaise de partage des trajets **SafeMotos**, qui aide les gens à trouver des moto-taxis, utilise la technologie de la télématique pour surveiller le comportement des conducteurs et exclure de la plateforme ceux qui obtiennent un mauvais score de sécurité.



Au moins **40 %** des entreprises du Nigeria et du Kenya sont dans les phases de planification de projets relatifs aux big data, contre **51 %** en moyenne à l'échelle mondiale.



Le marché mondial des big data devrait passer d'une valeur de **6,3 milliards** de dollars en 2012 à **48,3 milliards** de dollars en 2018, ce qui représente un taux de croissance annuel composé (CAGR) estimé de plus de **40 %** - surtout dû à l'augmentation du nombre d'applications de big data utilisées dans le secteur des soins de santé.



L'utilisation des données satellitaires est l'un des axes prioritaires, avec de multiples projets menés dans divers pays. Les big data constituent un autre volet des activités du Centre, qui soutient ici l'enregistrement des agriculteurs et le développement de systèmes de gestion des données pour les petits agriculteurs, tout en encourageant les changements de politique.

Ce DI aura une portée plus importante que les deux autres DI. Il vise à accroître la productivité et la rentabilité des PME agroalimentaires, des entreprises gérées par des agriculteurs et des organisations paysannes en exploitant les solutions numériques et en stimulant l'innovation. Les principaux problèmes rencontrés par ces acteurs sont l'inefficacité de la production, l'accès insuffisant aux marchés, les mauvaises performances commerciales et l'accès limité aux technologies et aux innovations.

Afin de remédier à ces problèmes, le CTA encouragera l'utilisation de solutions numériques, telles que les données recueillies par des satellites et des drones, les informations météorologiques, les capteurs de mesure du sol, la technologie de la blockchain et d'autres innovations semblables tout au long de la chaîne de valeur. En tirant parti de l'amélioration de la connectivité et de la disponibilité d'outils numériques à faible coût, le CTA aidera aussi les agriculteurs à accéder à de nouveaux services de financement et d'assurances. Le Centre continuera à soutenir les applications d'accès aux marchés, les SDE et les nouvelles plateformes qui peuvent offrir des services numériques multiples. Dans le cadre de ce DI, le CTA assurera le suivi des augmentations de la production, de la rentabilité et des revenus, de l'accès aux services financiers et autres, de l'adoption des innovations, en particulier celles liées à la numérisation, et des changements au niveau des politiques et des réglementations.

Le Centre mettra à profit son réseau de partenaires : au niveau mondial (comme Global Open Data for Agriculture and Nutrition [GODAN], AgriCord et la Fondation Rabobank), régional (comme l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, l'Organisation panafricaine des agriculteurs et la Communauté du Pacifique [SPC]) et national (comme les fournisseurs de services de TIC, fournisseurs de services financiers, organisations paysannes et gouvernements).

DOMAINE D'INTERVENTION N° 3

RENFORCER LA RÉSISTANCE DES PETITS AGRICULTEURS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE PAR LA PROMOTION DE **PRATIQUES AGRICOLES CLIMATO-INTELLIGENTES**

Le changement climatique a déjà une incidence considérable sur la productivité agricole, surtout dans les régions tropicales et subtropicales. Ces effets continueront à se faire sentir, avec des changements dans les régimes de précipitations, une hausse des températures moyennes, une variabilité accrue des précipitations et des températures, des variations de la disponibilité de l'eau, la montée du niveau de la mer, la salinisation accrue des sols et des eaux souterraines et des modifications de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes.



À l'heure actuelle, les principaux obstacles rencontrés par les petits agriculteurs dans les pays ACP sont l'inefficacité de la mise en œuvre de solutions d'agriculture intelligente face au climat (AIC) pour les agriculteurs, le manque de solutions adéquates d'AIC axées sur l'offre, un environnement peu favorable et une reconnaissance limitée des connaissances indigènes et des innovations induites par les agriculteurs.

Le CTA teste des nouvelles approches d'AIC en encourageant l'utilisation de semences résistantes au stress et l'adoption de services d'assurances et de conseil météorologique, ainsi qu'en explorant des nouveaux modèles de financement liés au climat qui s'appuient sur ceux actuellement mis au point par le Centre en Afrique orientale et australe.

Le Centre développe également des mécanismes de mise en œuvre innovants et soutenus par le marché qui s'appuient sur les services de TIC, et facilite l'accès à des solutions innovantes, comme la combinaison de méthodes d'AIC avec d'autres services (fournisseurs de services de téléphonie mobile offrant aux agriculteurs des informations météorologiques combinées avec une assurance obsèques, par exemple). Le CTA améliorera aussi l'accès des agriculteurs aux nouvelles technologies d'AIC (variétés végétales et races animales améliorées,



par exemple) et testera des nouvelles approches en matière de fourniture, et notamment des nouveaux services de vulgarisation adaptés à l'AIC. Le Centre mettra également l'accent sur l'amélioration des processus d'acquisition des connaissances et de diffusion des informations, en alimentant l'ensemble de données factuelles sur les avantages de l'adoption de l'AIC au niveau des exploitations agricoles dans les pays ACP et en facilitant les CDN et d'autres processus d'élaboration de politiques visant à favoriser l'adoption de l'AIC par les agriculteurs. Dans le cadre de ce DI, le CTA suit de près le nombre d'agriculteurs qui adoptent des pratiques d'AIC, l'augmentation du nombre de fournisseurs de services fondés sur les marchés qui proposent des solutions d'AIC, le nombre de procédures d'adaptation ou d'ajustement des politiques nationales initiées et les produits d'information créés.

Pour atteindre ses objectifs dans ce domaine d'intervention, le CTA continuera à appuyer le travail sur le terrain en partenariat avec des ONG, les autorités locales, des intermédiaires (agro-entreprises, fournisseurs de services de téléphonie mobile, compagnies d'assurances et services météorologiques), des générateurs de connaissances (projets de recherche et groupes de réflexion) et les organes en charge de l'élaboration des politiques.

THÈME TRANSVERSAL : LES QUESTIONS DE GENRE

Les questions de genre représentent un thème prioritaire dans les différents DI et un élément central pour le travail des équipes de programme. La stratégie du CTA s'articule autour de trois domaines d'intervention principaux : l'implication des femmes dans les agro-entreprises et les chaînes de valeur, l'amélioration de leur participation aux processus d'élaboration des politiques, et le renforcement de leurs capacités dans le domaine des TIC et de la gestion des connaissances. Le CTA continuera à mettre l'accent sur l'autonomisation des femmes dans l'ensemble de ses opérations, programmes et projets dans les pays ACP. L'une de ses principales initiatives dans le domaine de l'agrobusiness est le projet Value4Her, qui vise spécifiquement à renforcer les agro-entreprises de femmes dans les pays ACP.

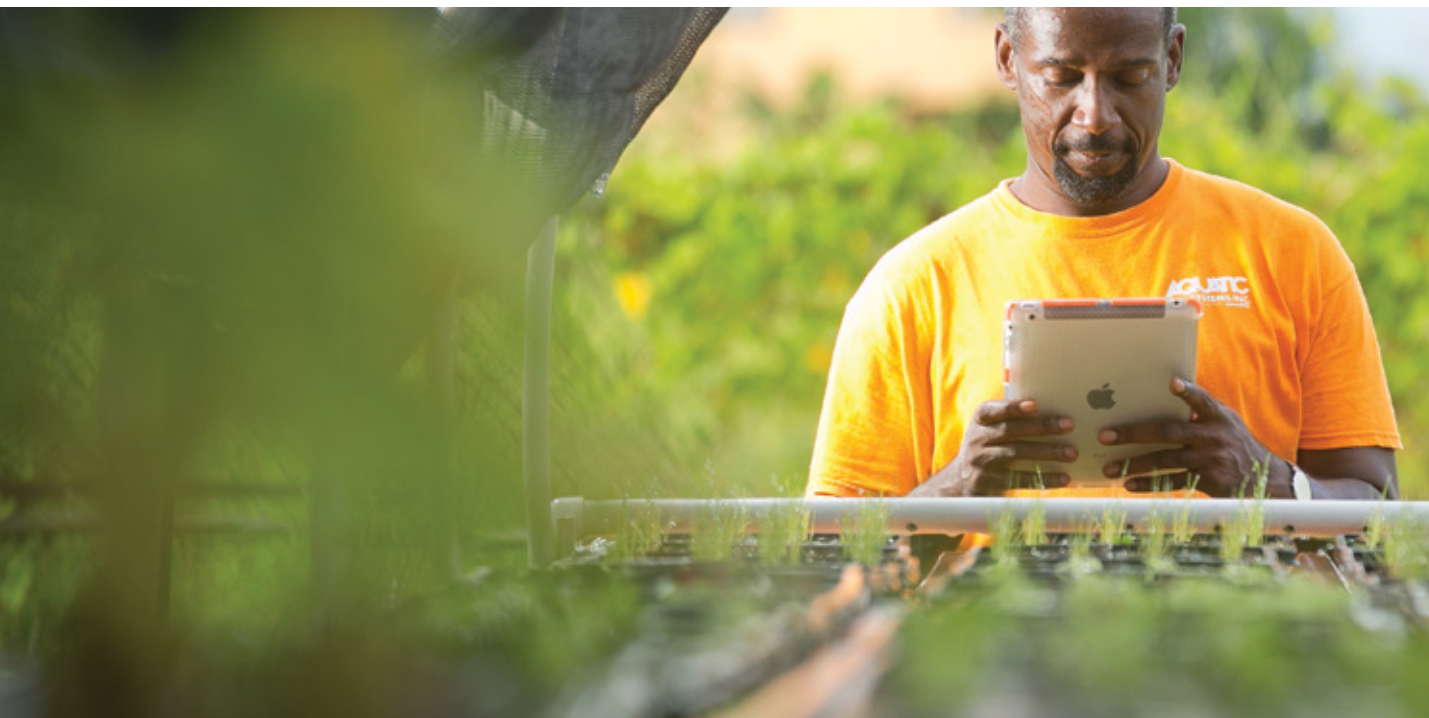
ÉQUIPES DE PROGRAMME

Pour mettre en œuvre le travail dans les DI, le CTA s'appuiera sur ses équipes de programme. Ces équipes gèrent le portefeuille de projets et possèdent les compétences et l'expertise nécessaires dans les domaines où le CTA a défini son avantage comparatif. Ces équipes de programme se répartissent dans trois domaines.



Agro-entreprises et chaînes de valeur

L'équipe du CTA en charge des agro-entreprises et des chaînes de valeur œuvre à aider des agro-entreprises de différentes tailles susceptibles de soutenir des chaînes de valeur viables sur le plan commercial et se concentre sur les chaînes de valeur alimentaires majeures dans la région ACP (par exemple, riz, manioc et céréales). La priorité a été accordée à la promotion du développement de secteurs agroalimentaires régionaux orientés vers le marché et compétitifs, qui offrent aux agriculteurs la possibilité de s'impliquer dans d'autres maillons de la chaîne de valeur que celui de la production primaire par divers mécanismes d'aide. L'équipe du CTA en charge des agro-entreprises et des chaînes de valeur soutient les travaux menés dans les DI en développant un large éventail de services aux entreprises destinés à aider les PME agroalimentaires et les organisations paysannes à surmonter les obstacles entravant l'augmentation de la productivité et de la rentabilité et en améliorant leur accès aux marchés à valeur élevée. Le Centre veillera aussi en priorité à améliorer l'accès aux services financiers et à développer les capacités entrepreneuriales des PME agroalimentaires et des organisations paysannes. Le CTA continuera également à renforcer les liens entre l'agriculture et la nutrition à travers la promotion d'une agriculture tenant compte des questions de nutrition auprès des décideurs politiques et des institutions des pays ACP. Le Centre est déterminé à faire en sorte que les investissements réalisés dans l'agriculture et tout au long des chaînes de valeur aboutissent à des meilleurs résultats en termes de nutrition, en améliorant l'accès à des denrées alimentaires nutritives à un prix abordable.



TIC pour l'agriculture

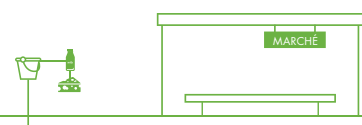
Le CTA est un leader en matière de l'utilisation des TIC au service de l'agriculture et a été à l'avant-garde de l'introduction et de l'adaptation de nouvelles innovations au profit des agriculteurs et d'autres acteurs impliqués dans le secteur de l'agriculture dans les pays ACP. Cette équipe mène des programmes dans trois secteurs : l'entrepreneuriat des jeunes, avec une attention particulière accordée aux TIC ; l'agriculture intelligente et l'utilisation de données pour les systèmes d'aide à la prise de décisions, en exploitant les technologies de satellite et de drone pour obtenir ces données ; et l'établissement de liens commerciaux pour les agriculteurs et les organisations paysannes en promouvant les TIC et les systèmes d'information sur les marchés. Dans les trois DI, le CTA se distingue par son rôle de leader grâce à l'utilisation des TIC.

Communication et gestion des connaissances

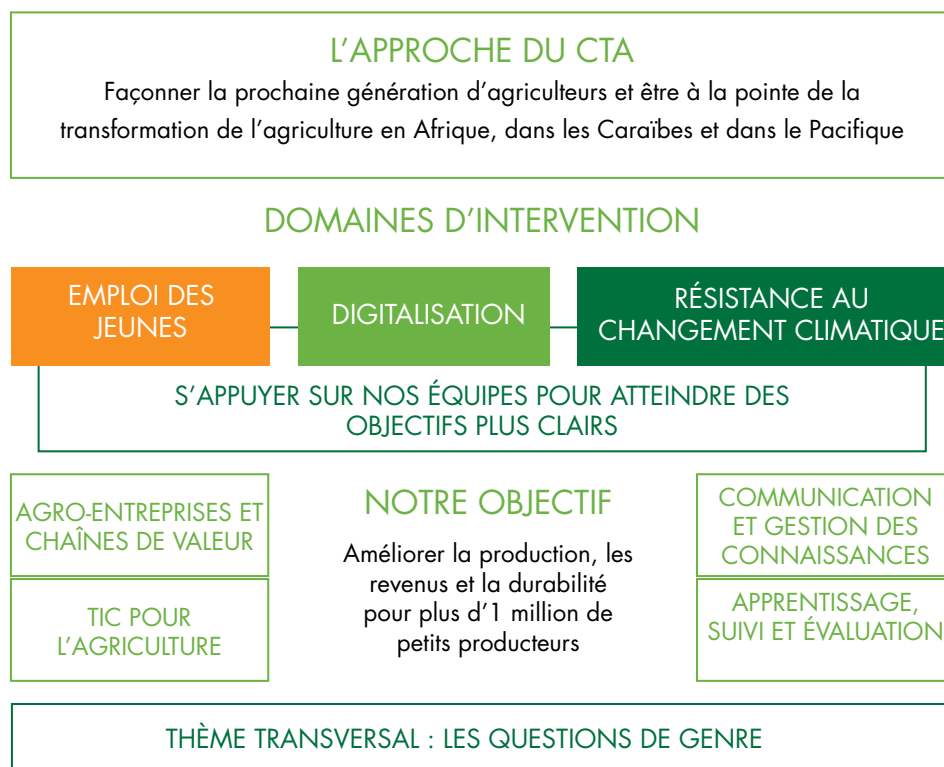
Le partage des informations et l'amélioration de l'accès aux connaissances ont toujours été au cœur du travail du CTA. Le Centre a investi dans de nombreuses plateformes de partage des informations et des connaissances, ainsi que dans le développement d'approches innovantes pour tirer parti des connaissances et des expériences. Cette équipe de programme du CTA se concentre sur deux domaines : le partage des connaissances et des innovations en matière de communication en vue d'aider les partenaires de projet du CTA à produire des meilleurs résultats ; et la communication des résultats afin d'influencer les choix et les décisions d'investissement. Ces deux domaines sont cruciaux pour la réussite du travail du CTA dans les trois DI.

APPRENTISSAGE, SUIVI ET ÉVALUATION

Le CTA place le suivi, l'évaluation et la mesure de l'impact au premier plan de la mise en œuvre de sa stratégie. Cela permet de garantir que la stratégie soit responsable et axée sur les résultats, et de veiller à ce que l'organisation continue à apprendre. La collecte systématique de données et le développement d'un portail informatique de veille économique appuyant la prise de décisions par la direction signifient que l'unité d'apprentissage, de suivi et d'évaluation (ASE) joue un rôle central dans le renforcement de la capacité du CTA à obtenir et à gérer des données de suivi et d'évaluation (S&E) sur l'ensemble du portefeuille de projets. Sous la conduite de l'unité ASE, le CTA surveillera ses progrès pour réaliser les objectifs décrits dans le cadre logique et appuiera la formulation et la mise en œuvre de plans de S&E pour tous les projets majeurs. La démonstration des résultats et des impacts liés aux objectifs est une priorité absolue dans chaque DI.



CADRE STRATÉGIQUE DU CTA POUR LA PÉRIODE 2018-2020



AVANTAGE COMPARATIF DU CTA

L'ÉQUIPE : Le personnel spécialisé et multiculturel renforce la capacité du CTA à doter ses projets d'une approche multidisciplinaire et participative, en s'appuyant sur une longue expérience dans la région ACP.

LA COMMUNAUTÉ : Via ses plateformes virtuelles, le CTA peut compter sur une communauté active de plus de 200 000 personnes dans les communautés agricoles de la région ACP. Cette communauté peut être mise à contribution pour partager des innovations et catalyser la collaboration.

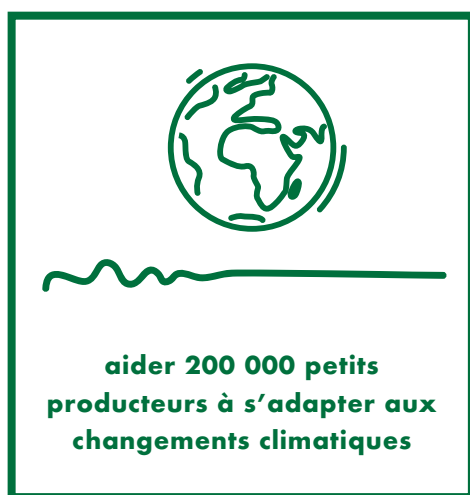
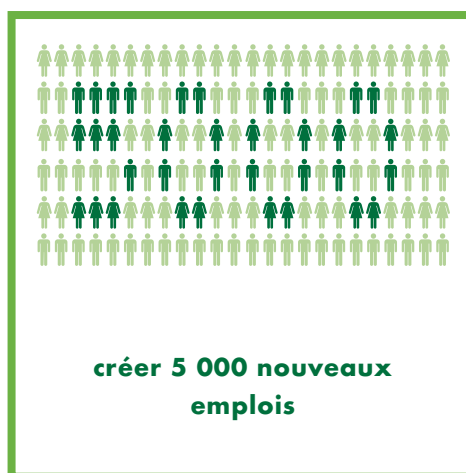
LE PARTENARIAT : Le CTA agit au travers de partenariats avec diverses institutions : organisations régionales, organismes publics, organisations internationales, organisations paysannes, groupes de jeunes et de femmes et établissements universitaires et de recherche.

LES CONNEXIONS : En sa qualité d'institution conjointe ACP-UE, le CTA noue des liens avec les pays ACP grâce à sa structure de gouvernance unique, à son personnel originaire de la région et à son réseau d'experts.

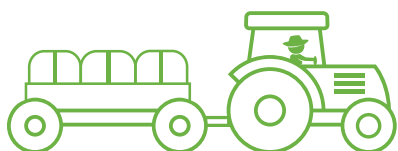
LA MARQUE : Le CTA est connu dans l'ensemble de la région ACP pour ses publications bien connues telles que *Spore*, ses initiatives de renforcement des capacités comme AgriHacks et ses événements de partage des connaissances comme les Briefings de Bruxelles sur le développement et les conférences thématiques.

IMPACT

Le CTA continuera à accorder la priorité à la démonstration de l'impact de ses investissements dans ses programmes et projets. Son modèle d'impact repose avant tout sur la contribution aux ODD, en particulier à l'ODD n° 2 (faim « zéro »), mais aussi aux ODD n° 1 (lutte contre la pauvreté), 5 (égalité hommes-femmes), 8 (travail décent et croissance économique) et 13 (lutte contre les changements climatiques), à travers la réalisation de ses objectifs d'impact d'ici 2020, à savoir :



Tous les investissements majeurs du CTA dans des programmes et projets sont conformes à ces objectifs et ont été conçus de façon à contribuer directement à ces objectifs.



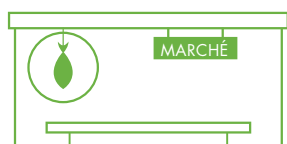


FAIRE ÉVOLUER LE MODÈLE DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DU CTA

Pour s'assurer d'atteindre ses objectifs, le CTA exploite les enseignements tirés de ses expériences récentes de mise en œuvre de projets de plus grande envergure, ce qui lui permet de modifier son approche de la mise en œuvre de ses programmes.

Ces modifications consistent notamment à :

- ne plus axer la mise en œuvre des programmes sur des projets phares essentiellement régionaux, mais plutôt sur une approche sectorielle, avec des investissements dans des projets multiples dans chaque DI dans l'ensemble des pays ACP ;
- s'engager davantage dans des projets offrant des possibilités de cofinancement et/ou une probabilité élevée de réalisation des objectifs d'impact du CTA ;
- privilégier les investissements dans des projets moins nombreux, mais à plus grande échelle, afin de garantir que les projets du CTA atteindront l'envergure voulue et pourront attirer des cofinancements pour élargir l'impact potentiel ;
- intensifier les efforts pour atteindre directement les petits producteurs avec des interventions qui amélioreront leur productivité, leurs revenus et leur durabilité, tout en équilibrant cette démarche par un renforcement des capacités au niveau individuel et institutionnel, ce qui restera une priorité importante pour le CTA ;
- réexaminer l'approche du Centre dans l'évaluation d'impact, en augmentant les investissements dans la validation indépendante des résultats par des enquêtes, y compris des évaluations de référence.



Le CTA visera à travailler dans le plus de pays ACP possible.

PARTENARIAT

Le CTA est connu dans la région ACP pour le soutien qu'il apporte et les partenariats qu'il noue avec un large éventail d'organismes publics, de la société civile et du secteur privé actifs dans le développement agricole. Cette approche de partenariat occupe une place clé dans la mise en place des activités de formation et de renforcement des capacités du CTA, ainsi que de ses services de publication et de diffusion, de ses plateformes d'échange de connaissances, de ses forums de politique et d'autres résultats et impacts. L'établissement de partenariats solides demeurera une caractéristique fondamentale des activités menées par le Centre dans le cadre de la mise en œuvre de la révision de la stratégie.



GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS

Organisations paysannes, coopératives, groupes de femmes et de jeunes



GÉNÉRATEURS DE CONNAISSANCES

Recherche, universités, entreprises fournissant des données sur la météo et le climat



PARTENARIAT



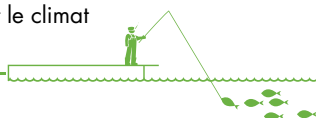
SECTEUR PUBLIC

Organisations gouvernementales et autres organismes publics



SECTEUR PRIVÉ

Compagnies d'assurances, sociétés de télécommunications, entreprises semencières



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des Etats du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans le cadre des Accords de Cotonou et est financé par l'UE.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS SUR LE CTA,
VISITEZ : WWW.CTA.INT

CONTACTEZ-NOUS

CTA
BP 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas

Tél : +31 317 467100
Email : cta@cta.int

Facebook : CTApape
Twitter : @CTAflash
LinkedIn : CTA (ACP-EU)

CRÉDITS PHOTOS : Nok Lek/Shutterstock (couverture) ; Marc Hoberman/Getty Images (p. 2-3) ; Sven Torfinn/Panos Pictures (p.10-11) ; Tim Robbins/Mint Images (p.12) ; Andre Silva Pinto/Shutterstock (p.16) ; Giacombo Rambaldi/CTA (p.18-19) ; Ariel Skelly/Shutterstock (p. 22-23).

Ce document est produit avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du CTA et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant les positions de l'Union Européenne.

